

Écrit par le 24 novembre 2024

Entretien du jardin : la préfecture de Vaucluse rappelle les consignes



La préfète de Vaucluse rappelle qu'il est interdit d'incinérer les déchets verts issus des parcs et des jardins des particuliers et des collectivités.

Avec l'arrivée de l'automne, nombreuses sont les personnes qui souhaitent procéder à l'entretien de leur jardin ou des espaces agricoles. La préfecture de Vaucluse rappelle qu'il est interdit d'incinérer les déchets verts issus des parcs et des jardins des particuliers et des collectivités sauf ceux issus des obligations légales de débroussaillage et d'usages spécifiques (prophylaxie, usages agricoles...). L'arrêté préfectoral relatif à l'emploi du feu interdit également, sauf autorisation spécifique, toute utilisation ou mise à feu en zone forestière ou à moins de 200 m des bois et forêt, et ce jusqu'au 15 octobre. Il est aussi interdit d'allumer des feux en tout temps sur l'ensemble du département lorsque le vent est supérieur à 40 km/h rafales comprises.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Dans tous les cas, toute alternative au brûlage de ces déchets est à privilégier, comme leur élimination par broyage, compostage ou apport en déchetterie. Les infractions à ces réglementations, en particulier le non-respect de l'interdiction de porter ou de faire du feu, de fumer ou de jeter des objets en ignition en forêt, ou à moins de 200m de celle-ci, sont passibles d'une amende de 135 €.

Soroptimist d'Avignon 'Femmes d'action, Femmes d'exception' ce mardi 26 septembre



[Le Soroptimist International Avignon](#) organise ce mardi 26 septembre 2023 à 18 heures dans les salons de l'[Hôtel consulaire](#), 46 Cours Jean Jaurès à Avignon une manifestation qui se tiendra en présence de Madame Violaine Démaret Préfète de Vaucluse. Le Soroptimist International France a initié en 2022 des journées Femmes d'action qui peuvent se dérouler sous différentes formes : tables rondes, ateliers, temps de témoignages...



Ecrit par le 24 novembre 2024

Pour sa première édition,

le SI Avignon a fait le choix d'une manifestation sous forme de témoignages de femmes inspirantes, dynamiques et enthousiastes au parcours professionnel atypique et éclectique.

Nos invitées

[Sophie Devins](#) cheffe mécanicienne de la Patrouille de France ; [Georgia Lambertin](#) Présidente de la Chambre d'Agriculture de Vaucluse ; [Géraldine Parodi](#) scaphandrière, archéologue, co-gérante d'une société de travaux sous-marins et co-présidente avec Estelle Lefebure de Spero-Mare ; [Stéphanie Roch](#), sommelière, cheffe de cuisine et organisatrice de mariages ; [Débora Waldman](#) cheffe de l'Orchestre National Avignon-Provence.

L'objet de cette manifestation ?

Bâtir un projet inspirant pour tous les types de femmes qu'elles soient en activité, en reconversion, en recherche d'emploi ou encore étudiantes.

L'objectif ?

Partager des expériences et faciliter de nouvelles rencontres en créant un réseau de femmes permettant de mieux connaître l'action Soroptimist à travers le monde, notamment en faveur du leadership et de l'autonomisation ; Développer le réseau SI Avignon en permettant à d'autres femmes d'en bénéficier et d'être ainsi utiles aux autres ; Changer notre image trop souvent méconnue ou perçue comme 'vieillotte' ou 'de bonnes œuvres' pour que le réseau Soroptimist International reste incontournable lorsqu'il est question de réseau professionnel ; Trouver de nouveaux contacts permettant de déceler des candidates pour le Prix 'Envie d'Entreprendre' qui récompense au niveau national des créatrices d'entreprise ; Accroître localement notre propre réseau afin d'intéresser des partenaires pour nous aider au financement de nos actions et participer une visibilité de type co-branding Et enfin donner aux femmes l'envie de nous rejoindre au sein du SI Avignon.

Le déroulé de la soirée

La manifestation débutera à 18 heures pour permettre aux femmes qui travaillent de nous rejoindre. Le public aura en face de lui 5 femmes qui - à tour de rôle - exposeront leur parcours professionnel et répondront aux questions. En fin de séance - et autour d'un verre - le public aura la possibilité de converser et d'échanger avec les intervenantes mais aussi entre elles ce qui leur permettra de nouer de nouveaux contacts et d'accroître leur réseau relationnel.

Les Remerciements

Nos partenaires ont saisi l'importance de cette manifestation en nous faisant confiance. Nous remercions très sincèrement : [La CCI de Vaucluse](#) qui nous accueille ; [Le département du Vaucluse](#) qui nous a apporté son concours pour la communication ; Ainsi que le [studio graphique La Chamade](#) qui a conçu le visuel ; [La Chambre d'Agriculture](#) ; [Les Femmes Cheffes d'Entreprise](#) ; [Les Femmes Vignes Rhône](#) ; [le Mas de l'Echanson](#) ; [Helen Traiteur](#) ; [l'association des Halles d'Avignon](#) pour leur contribution à la collation offerte aux participants ; [Le Garden](#) pour les bouquets de fleurs offerts aux intervenantes et à qui nous adressons nos félicitations pour sa Médaille de Bronze au concours national du 'Meilleur artisan fleuriste de France', et, enfin, L'[Echo du Mardi](#) pour les portraits des intervenantes et l'animation de la


Ecrit par le 24 novembre 2024

soirée.
MH


Ecrit par le 24 novembre 2024

FEMMES D'ACTION FEMMES D'EXCEPTION

ORGANISÉ PAR



MARDI 26 SEPTEMBRE 2023 • 18 H



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE VAUCLUSE
46 COURS JEAN JAURÈS, AVIGNON



Écrit par le 24 novembre 2024

Sébastien Maggi devient sous-préfet de Vaucluse



[Sébastien Maggi](#) vient d'être nommé sous-préfet chargé de mission à la politique de la Ville auprès de Violaine Démaret, la préfète de Vaucluse. Il exercera également en tant que secrétaire général adjoint. Actuellement directeur de cabinet, depuis l'automne 2021, de [Chantal Mauchet](#), la préfète de l'Ain, il prendra ses fonctions le lundi 2 octobre 2023 sur le site Chabran de la préfecture de Vaucluse à Avignon. Originaire de l'Île de Beauté, il a été auparavant sapeur-pompier professionnel de 2001 à 2011 dans le Var puis en Corse jusqu'en 2019 où il a été promu commandant en 2017. Plus récemment, il a été élève, entre 2020 et 2021, de l'École Nationale d'Administration (promotion Aimé Césaire) avant de rejoindre 'la préfectorale'.

L.G.

Vaucluse, attention aux feux de forêt



La préfète de Vaucluse rappelle que l'arrêté relatif à l'emploi du feu interdit jusqu'au 15 octobre, sauf autorisation spécifique, toute utilisation ou mise à feu en zone forestière ou à moins de 200m des bois et forêt.

Il est interdit d'allumer des feux sur l'ensemble du département lorsque le vent est supérieur à 40 km/h rafales comprises. Ces infractions, et en particulier le non-respect de l'interdiction de porter ou de faire du feu, de fumer ou de jeter des objets en ignition en forêt, ou à moins de 200m de celle-ci, sont passibles d'une amende de 135 €.

«**La saison feux de forêt n'est pas encore achevée,** rappelle Violaine Démaret, préfète de Vaucluse. Non seulement les pluies de ces derniers jours se sont

Écrit par le 24 novembre 2024

réparties de façon très irrégulière dans le département, mais les végétaux, qui ont significativement souffert du manque d'eau de cet été restent pour la plupart fortement desséchés. Des arbustes, comme le romarin ou le ciste, sont devenus complètement secs et le feuillage est tombé au sol, ce qui est propice au développement d'un départ de feu.»

«En conséquence, les forêts demeurent encore très sensibles au feu.

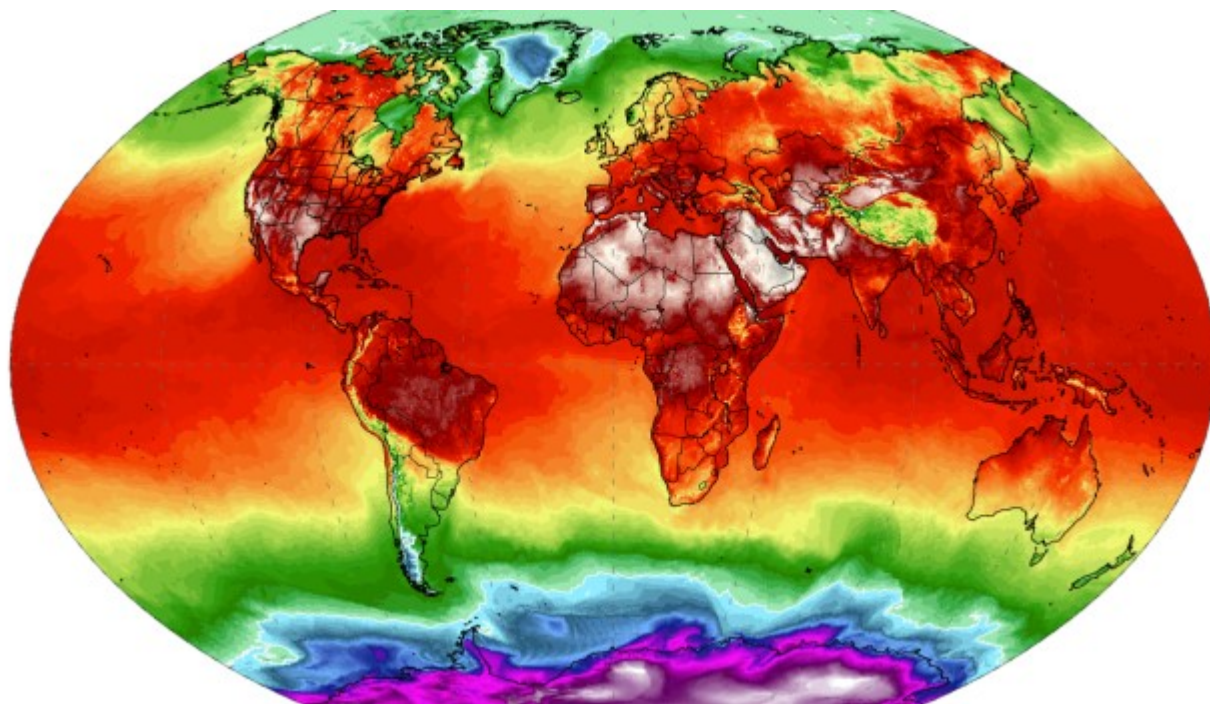
Le Vaucluse a d'ailleurs déjà connu des feux d'automne ou d'hiver conséquents, comme à Entrechaux en novembre 2007 ou au Barroux en octobre 2014. »

«Sur l'axe Rhodanien, un épisode de mistral violent a commencé,

avec des vitesses qui pourraient atteindre 90 km/h. Les risques d'incendie sur le département resteront donc élevés ces prochains jours malgré les dernières pluies. Il importe de rester très vigilant et d'éviter tout comportement qui pourrait être source de départ de feu.»

MH

Vaucluse, le Plan Orsec déclaré



Avec la canicule le Vaucluse voit rouge, le Plan ORSEC est activé par la Préfète, Violaine

Écrit par le 24 novembre 2024

Démaret. 42,7° hier à Orange, du jamais vu depuis qu’existent les relevés météo. 41° attendus aujourd’hui en Vaucluse. C’est donc « En raison des risques de santé liés à l’aggravation de la vague de chaleur qui traverse notre département, que j’ai activé le Plan ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile) à la « Gestion sanitaire » de ce pic » a annoncé Violaine Démaret, dans un communiqué.

Ce qui implique sur le terrain, la surveillance de la permanence des soins auprès des médecins de ville, le renfort des maraudes pour les personnes les plus vulnérables (SDF par exemple), l’accueil des personnes à risques dans des locaux rafraîchis.

Le COD (Centre Opérationnel Départemental) a lui aussi été mis en oeuvre dès mardi soir. Des numéros utiles rappelés comme le 0 800 06 66 66 pour « Canicule InfoService », le 15 pour le SAMU et le 18 pour les pompiers.

Quant au Secrétaire Général de la Préfecture, Christian Guyard, il a précisé qu’avec ce classement du Vaucluse en « Alerte canicule extrême », la vigilance est accrue, les collectivités locales comme les mairies ont un rôle à jouer pour accueillir les publics les plus fragiles. Une cellule de veille doit être mise en œuvre avec l’ouverture de salles climatisées pour les personnes âgées notamment, des locaux de services publics rafraîchis mis à disposition ». Si possible une gratuité des transports (c’est d’ailleurs le cas avec le Réseau Orizo dans le Grand Avignon), voire des piscines pour passer ce moment difficile. Dans les centres aérés qui accueillent des enfants, il faut limiter les activités extérieures, en plein soleil. »

Sur les routes et autoroutes, en raison de la pollution à l’ozone, la vitesse est véhicules est abaissée de - 20km/h. Heureusement d’ici 48h, un épisode pluvieux, voire orageux est prévu sur le Vaucluse qui pourrait faire un peu retomber ces températures exceptionnelles après le 15 août.

Contacts : www.sante.gouv.fr ; www.paca.arc.sante.fr ; santepublique.fr

Écrit par le 24 novembre 2024



Avignon, la Cité administrative se modernise et c'est aussi 17 M€ de travaux pendant deux ans pour l'économie locale

Ecrit par le 24 novembre 2024



La rénovation énergétique et le réaménagement de la cité administrative d'Avignon a débuté pour se poursuivre sur deux ans. Une opération à 17M€ dont 14 dévolus aux travaux et 3M€ aux études préliminaires obligatoires et pour présager des possibles surprises. La transformation a lieu en site occupé où résident actuellement 820 fonctionnaires portés, aux termes de la transformation des bâtiments, à 970. 70% des entreprises intervenantes sont vauclusiennes et 90% originaires de Sud-Paca.

«Depuis les années 2 000 l'Etat mène sa propre politique immobilière en recensant son patrimoine, a entamé [Violaine Démaret](#) préfète de Vaucluse, entourée des chefs des services de la Cité administrative. Nous sommes en plein réchauffement climatique et l'Etat demande beaucoup aux français, au grand public, aux collectivités locales et aux entreprises.»

Devoir d'exemplarité

«L'Etat a donc commencé par lui-même dans cette logique d'exemplarité, en participant à cet effort

Écrit par le 24 novembre 2024

collectif de rénovation thermique et d'économie d'énergie pour préserver l'environnement. L'opération de réhabilitation de la Cité administrative -à l'angle du Cours Jean Jaurès et de l'avenue du 7^e génie dans l'intramuros d'Avignon- s'élève à 17M€ dont 14 dédiés aux travaux. Cette somme représente près de 30 années d'investissements qui auront lieu en deux ans -au lieu de 30 habituellement- avec un retour sur investissement estimé à 21,4 ans qui prend en compte les économies d'énergies, les loyers des services non-encore intégrés à la Cité et la vente du bâtiment -rue Jean Althen- jusqu'alors occupé par Direction départementale du travail et des solidarités du Vaucluse.»



Violaine Démaret, entourée des directeurs de la Cité administrative pour l'annonce des travaux et personnalités

Après 6 mois de consultation des entreprises

« Les entreprises ont été choisies et leurs marchés notifiés fin 2022. Le montant total des 16 lots constitutifs de l'opération, s'élève à 14M€ avec, en sus, 2M€ qui seront dévolus au restaurant. Plus 70% des entreprises intervenantes sont vauclusiennes et 90% originaires de Sud-Paca, » a souligné la

Ecrit par le 24 novembre 2024

représentante de l'Etat.

Un plan national à 1 milliard d'euros

La rénovation énergétique de la Cité administrative et l'optimisation des surfaces fait partie des 39 projets retenus, au niveau national par le '[programme 348](#)' inscrit dans le Grand plan d'investissement [GPI 2018-2022](#) doté d'1 milliard d'euros pour, notamment, réduire l'empreinte énergétique des bâtiments publics car les bâtiments, en France, représentent 46% des consommations d'énergie et 19% des émissions de gaz à effet de serre.

Des travaux en site occupé

Les travaux consisteront en l'amélioration de la performance énergétique et à l'optimisation fonctionnelle des espaces pour accueillir de nouveaux services : DDETS (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités), DDPJJ (Direction de la protection judiciaire de la jeunesse), UEMO (Unité éducative en milieu ouvert), France Agrimer (Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer), la Trésorerie hospitalière et le SGC (Secrétariat général commun départemental) de la DDFIP (Direction départementale des finances publiques). La Cité administrative comprendra à terme 970 postes de travail contre, actuellement, 820.

Écrit par le 24 novembre 2024



Les travaux d'électricité sont déjà en cours

Dans le détail

Les principaux objectifs de cette opération consistent en l'amélioration de la performance énergétique du site sur le bâti et les équipements avec l'optimisation fonctionnelle des espaces pour l'accueil des nouveaux services cités précédemment ; la mise en œuvre de travaux de gros entretiens : façades, escaliers, transformateur électrique. La tranche 1 s'établit sur les bâtiments 1 et 2, de mars 2023 à avril 2024, ainsi que sur le bâtiment 5, pour l'accueil et les installations techniques telles que la chaufferie et le tableau général basse tension. La tranche 2 entamera les travaux des bâtiments 3 et 5 d'octobre 2023 à décembre 2024. Les travaux impactent de 20 à 25% la surface de l'immeuble. Chaque phase s'étend sur 3 à 5 mois.

2M€ en plus pour le restaurant inter-administratif

En plus des 17M€ alloués pour la reconfiguration de la Cité administrative, la DGAFP (Direction générale de l'administration et de la fonction publique) a alloué 2M€ -toujours au titre du programme 348- pour le

Ecrit par le 24 novembre 2024

ré-aménagement du restaurant inter-administratif (RIA)-, au rez-de-chaussée du bâtiment 3 également dévolu aux activités sociales : restauration, salle d'activité, salle de sport, vestiaires et bureaux syndicaux.

Zoom sur le restaurant

Le restaurant sera transféré au rez-de-chaussée et à l'entresol du bâtiment 3. Des ouvertures seront réalisées dans la dalle de l'entresol afin de créer des salles de restauration en mezzanine et apporter plus de lumière naturelle aux salles de restauration en rez-de-chaussée. Le restaurant comptera 200 places assises permettant de servir 600 repas au gré de trois services. La cuisine reste inchangée mais un accès sera réalisé pour conduire à la chaîne de distribution à l'angle sud du rez-de-chaussée du bâtiment. Durant les travaux, qui devraient s'étendre entre 4 et 6 mois, le restaurant restera fermé. Enfin, une terrasse sera aménagée contre la façade sud du bâtiment.



Le parking accueille véhicules d'entreprise, matériaux et bennes

Ecrit par le 24 novembre 2024

Le suivi technique et administratif

Le suivi technique et administratif de l'ensemble des opérations est opéré par l'antenne immobilière de Lyon du Secrétariat général des ministères économiques et financiers SIEP-BIMO (service immobilier et environnement professionnel et bureau immobilier et maîtrise d'ouvrage). Le mandataire choisi est l'Atelier Philippe Donjerkovic, architecte du patrimoine pour la conception et la réalisation des travaux.

En toute transparence

« Depuis le début du projet, un Comité technique informel réunissant les représentants du personnel des administrations actuelles et futures tient informé toutes les parties de l'état d'avancement des travaux, relève Violaine Démaret, préfète de Vaucluse ». A cet égard, un document interne 'La Lettre de la Cité' dont le N°2 vient de paraître en Mars 2023, -le N°1 datant de mars 2022-, conçu et réalisé par Marc Chemouni, chargé de mission travaux immobiliers, synthétise et explique les grandes étapes de la mutation de la Cité administrative.

Focus sur le maître d'œuvre

Une équipe pluridisciplinaire a été retenue pour la réalisation du programme de la conception du projet, au suivi et au contrôle des travaux. Il s'agit de l'Atelier marseillais Donjerkovic, architecte du patrimoine ; de l'agence nîmoise Deux Nevière, architectes associés ; de Cet ingénierie, bureau d'étude tout corps d'état pour l'économie de la construction BE structure, fluides, GES et CSSI ; de Pialot Escande pour le BE acoustique ; Reality & fantasy design, aménagements d'espaces et signalétique ; Geother, BE hydrogéologie et géothermie ; EODD, BE (cabinet conseil, ingénierie et bureau d'études spécialiste de la transition écologique) quality environnementale et amiante.

Ecrit par le 24 novembre 2024



Ordonnancement, planification, coordination du chantier

Le cabinet avignonnais Morère est en charge de la planification, de l'enchaînement des tâches, de l'organisation des déménagements des services, du suivi des délais de réalisation des entreprises et du respect du délai de livraison du chantier lors de son déroulement.

Le contrôle technique et sécurité de tous

Est assuré par l'avignonnais Qualiconsult qui vérifie la conformité des travaux en termes de normes techniques, de réglementation et de conception des ouvrages en fin de chantier. De même, le Bureau Véritas construction aura pour mission d'assurer la sécurité des entreprises et des agents durant le chantier afin de prévenir tout risque d'accident.

Les travaux énergie

C'est après avoir effectué une simulation thermique dynamique -outil de calcul permettant de générer un aperçu du comportement thermique du bâtiment utilisé- et en avoir modélisé le fonctionnement

Ecrit par le 24 novembre 2024

thermique actuel que sont apparus les failles des bâtiments mettant au jour les rénovation à apporter.



Rendre hermétiques toutes les ouvertures

La solution à ces fuites ou d'entrées du chaud et du froid consiste à poser des fenêtres double vitrages aux bâtiments qui n'en sont pas encore dotés ; à installer une ventilation double flux rendue nécessaire au sein d'un bâtiment devenu entièrement hermétique ; ainsi qu'à isoler les planchers bas et les combles. 20 à 25% des murs de la Cité seront ainsi dotés d'isolation par l'intérieur.

Revisite du chauffage et de l'éclairage

Les radiateurs seront remplacés par des ventilo-convecteurs sur les bâtiments 3 et 5. Les chaudières à gaz seront remplacées par des pompes à chaleur (Pac) réversibles pour les bâtiments 3 et 5, les chaudières des bâtiments 1 et 2 ayant été changées en 2020. L'éclairage sera entièrement repris au moyen de leds ainsi qu'un dispositif de gestion automatique des installations de chauffage, ventilation, climatisation et éclairage. Enfin, toutes les canalisations seront calorifugées.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Réduire de 58% les consommations réelles

Les travaux devraient permettre d'atteindre une réduction de 58%, en énergie finale, des consommations réelles, de tous les usages et satisfaire ainsi aux exigences du dispositif [Eco Energie tertiaire](#) jusqu'en 2040, qui réclame -40% en 2030 ; -50% en 2040 et -60% à l'horizon 2050.



La gestion des parkings

Le parking de la Cité, qui comprend 250 places, offrira des zones d'installation de chantier et de stationnement pour les véhicules d'entreprises de travaux, tels que les utilitaires. Ainsi, une centaine de places est neutralisée et les agents invités à s'essayer aux mobilités douces et transports en commun où a rester chez eux en télétravail car selon les services, lorsque celui-ci est possible un à deux jours par semaines sont octroyés selon les directions. Egalement, le parking du bâtiment A de la préfecture installée dans l'ancienne caserne Chabran -en extramuros, avenue de la Folie- peut accueillir jusqu'à 50 véhicules au lieu d'auparavant 35.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Les travaux de désamiantage

L'amiante figure bien parmi certains éléments des bâtiments comme les dalles de colle des sols, dans le réa-gréage, la faïence, le mastic des vitrages des fenêtres et des portes, sur les caliquots des plaques de plâtre, dans les conduits et les plaques de toiture. Ainsi tous ces éléments seront déposés après isolement et confinement de la zone d'intervention, des zones d'entrée et de sortie et des compartiments à douche de décontamination installés.

L'ancienne caserne militaire d'Hautpoul' transformée en Cité administrative

La Cité administrative d'Avignon était une ancienne caserne militaire, désignée sous le nom d'Hautpoul et construite au XIXe siècle. En 1900, elle abritait le 7^e régiment du génie militaire de l'armée française. En 1914, alors que les régiments stationnés à Avignon sont envoyés au front, la caserne d'Hautpoul se transforme en dépôt de matériel militaire. Le 7^e régiment s'y réinstallera jusqu'en 1939, date de sa dissolution au profit des tirailleurs algériens jusqu'en 1942 puis remplacés par la Wehrmacht alors qu'Avignon est occupée à partir du 11 novembre 1942 par les forces allemandes et italiennes avant d'être libérée par les alliés le 25 août 1944. L'ancien couvent des Célestins a eu fait partie de la caserne d'Hautpoul, ainsi que l'actuel Théâtre des Célestins. Les bâtiments 1, 2 et 3 ont été construits en 1861 et le bâtiment 5 en 1960. Les 4 bâtiments de la Cité administrative comptent 19 193m2 habitables.

Ecrit par le 24 novembre 2024



Plan eau du président Macron : La coupe est-elle pleine ?



Le président de la République Emmanuel Macron a dévoilé son Plan eau demandant à tous, d'ici 2030, de passer le cap de 10% d'économies d'eau. Le problème ? Depuis 2014, plus de 2 milliards d'euros dévolus aux Agences de l'eau se sont évaporés au profit du renflouement des caisses de l'Etat. Alors, on parle franc-jeu ?

Sècheresse anticipée, pluviométrie en berne, longue période de canicule, l'or bleu est devenu diamant. Pour faire face ? On redécouvre ce que nos anciens faisaient déjà : la sobriété, la récupération des eaux de pluie, la réutilisation des eaux grises -pour l'usage agricole puis domestique- et un entretien plus soigneux des réseaux d'eau.

Du déjà vu et connu

Bref, des solutions déjà utilisées également par des pays touchés par la sécheresse liée à une ressource

Ecrit par le 24 novembre 2024

en eau limité tels qu'Israël, l'Egypte et la Lybie. Les plus dépourvus en eau ? Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord qui totalisent 4,3% de la population mondiale et moins d'1% des ressources en eau douce renouvelable de la planète. Quant à la France ? Selon le [World resources institute](#), la pénurie d'eau pourrait intervenir, en France, d'ici 2040, soit dans... 17 ans, c'est-à-dire demain.

Alors ?

Alors, il se pourrait bien que la facture d'eau grimpe. C'est même certain. Pourquoi ? Parce que la réalité est que nous ne payons pas l'eau assez chère. Parce que c'est la ville qui fixe un prix bien en-deçà de ce qu'elle coûte. Pourquoi ? Parce que toucher au prix de l'eau est une manœuvre explosive, mais si c'est l'Etat qui le dit ? Alors les maires seraient peut-être bien moins gênés aux entournures.

Dans les faits ?

Les services publics d'eau et d'assainissement sont essentiellement financés par les recettes issues de la tarification de l'eau -donc nous, les contribuables- dont l'augmentation est principalement destinée aux dépenses d'exploitation. Des recettes à conforter en raison des besoins d'investissements croissants -renouvellement des équipements et des infrastructures- pour garantir la durabilité des services publics de l'eau et de l'assainissement, notamment au regard de considérations environnementales et sociales car les enjeux sont croissants et le modèle de financement de l'eau en pleine évolution.

Ecrit par le 24 novembre 2024



Schéma du cycle de l'eau

Jeu de dupe et ponction financière

Mais voilà, il y a ce qu'on dissimule un chouya : le prélèvement de l'Etat intervenu depuis 2014 au titre du Redressement des finances publiques. En tout, depuis 2014, le Gouvernement aura ainsi prélevé plus de 2 milliards d'€ aux Agences de l'eau ! Si, si ! Dans le détail : 210M€ en 2014, 175M€ entre 2015 et 2017 ; 300M€ en 2018 ; 280M€ en 2019 ; 332M€ en 2020 et 373M€ en 2021, soit 2,020 milliards d'euros) sur les budgets des six Agences de l'eau.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Quand l'eau payée devient un impôt

Un mécanisme qui met en péril la bonne gestion de l'eau dont le principe était que 'l'eau paye l'eau'. Or, là, les prélèvements triennaux de l'Etat auprès des agences de l'eau s'est bel et bien mué en un nouvel impôt.

Le budget des Agences de l'eau

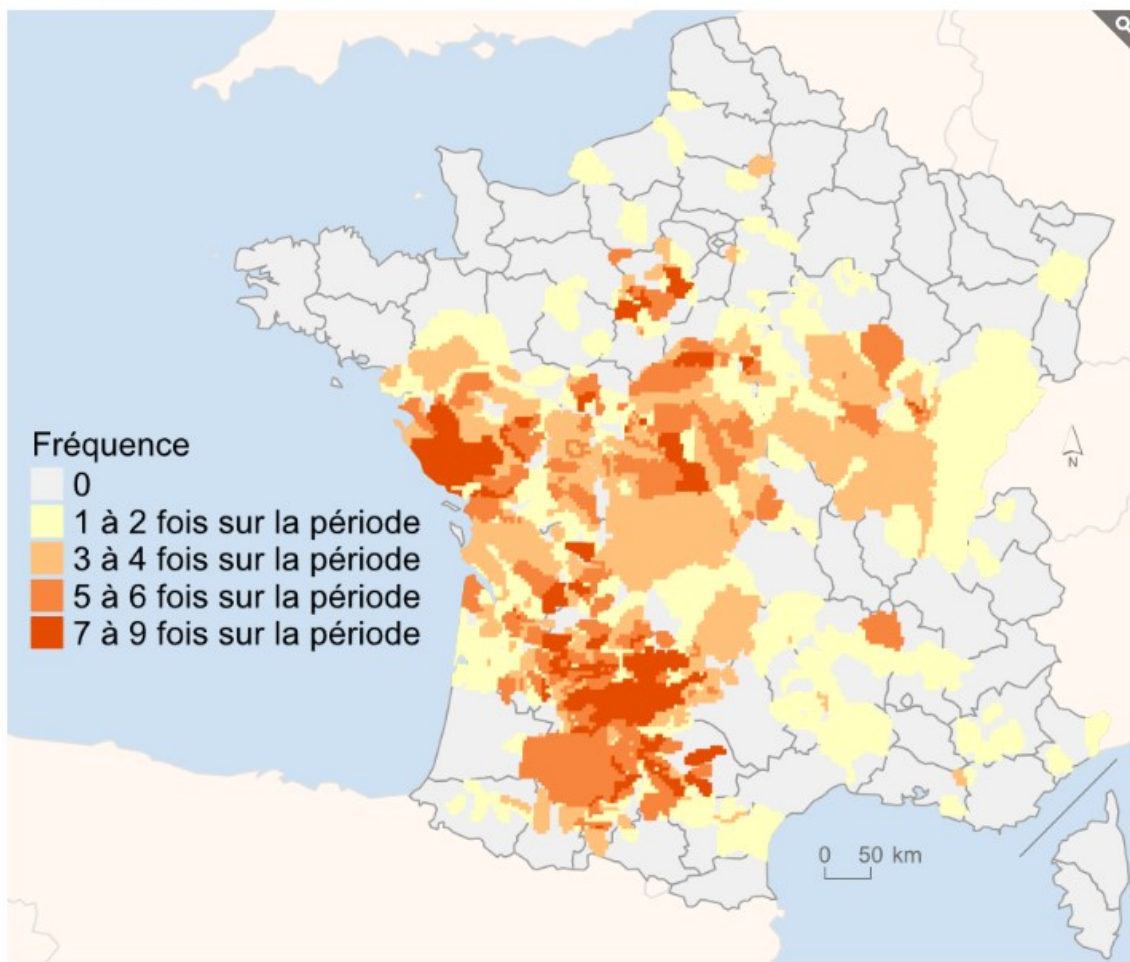
Egalement un manque à gagner pour les Agences de l'eau -dont le budget annuel est de 2 milliards d'euros- qui devrait financer un peu plus encore la préservation de la ressource, sa dépollution, l'entretien et le renouvellement des réseaux d'eau. Pour mémoire, les six agences de l'eau en France métropolitaine sont : Adour-Garonne ; Artois-Picardie ; Loire-Bretagne ; Rhin-Meuse ; Rhône-Méditerranée et Corse et Seine-Normandie.

Et le Rhône dans tout cela ?

L'Agence de l'eau remarque que les débits d'étiage du Rhône sont en baisse sous l'effet du changement climatique. Pourtant il est le plus puissant fleuve de France et son débit actuel offre une ressource en eau abondante. Le Rhône alimente également de nombreuses zones humides et nappes souterraines et héberge une riche biodiversité.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Carte 1 : fréquence des épisodes annuels de restriction de niveau « crise » des usages de l'eau superficielle d'une durée de plus d'un mois, sur la période 2012-2020



Champ : France métropolitaine et Corse. Sources : ministère en charge de l'Écologie ; ministère en charge de l'Agriculture, 2021. -
© Traitements : SDES, 2021

Note de lecture : « 3 à 4 fois sur la période » signifie que des crises d'au moins un mois ont eu lieu 3 ou 4 années sur 9.

Sur le plan socio-économique,

le Rhône accueille sur ses rives un quart de la population et des emplois du bassin Rhône Méditerranée, et génère un quart de la production électrique du pays (nucléaire + hydroélectrique). C'est aussi une ressource pour de nombreux autres usages : navigation, alimentation en eau potable, irrigation agricole, activités industrielles, usages récréatifs...

Le Rhône impacté... depuis 60 ans !

Pourtant le Rhône n'est pas inépuisable et est même impacté par le changement climatique. Les débits moyens du Rhône ont déjà diminué sur les 60 dernières années : de -7 % à -13 % de l'amont (Pouigny) à

Ecrit par le 24 novembre 2024

l'aval (Beaucaire) entre 1960 et 2020. À l'horizon 2055, les débits d'étiage à l'aval -Beaucaire- pourraient baisser de 20% dans les 20 prochaines années. Pire, la baisse du niveau de l'eau du Rhône laisserait un passage grandissant à l'eau de mer dans le Rhône. La solution ? Maintenir à une certaine hauteur, par voie de barrages successifs, de l'eau du Rhône... Mais pour le moment ça n'est pas le cas.

Le dernier grand aménagement hydroélectrique date de 2015 !

Là encore le bât blesse puisqu'à bien y regarder, le dernier grand aménagement hydroélectrique en France est considéré être le barrage-prise d'eau de Livet avec [la Centrale hydroélectrique de Romanche Gavet](#) en Auvergne-Rhône-Alpes... Dont la construction a démarré en 2015 et l'édifice inauguré en 2020.

Et si on parlait des centrales nucléaires ?

Si l'agriculture est la première activité consommatrice d'eau à hauteur de 58% devant l'eau potable qui, elle, intervient à 26%, le refroidissement des réacteurs des centrales nucléaires électriques monte sur la 3^e place du podium avec 12% de consommation d'eau, de la consommation totale française, d'après le service des données et études statistiques du Ministère de la Transition écologique.



Centrale de Tricastin, image d'archive

Et des prélèvements bruts ?

Le refroidissement des centrales consomme environ 15,3 milliards de m³ soit près de la moitié des prélèvements totaux annuels en France. L'intégralité de ces volumes est considérée comme restituée aux cours d'eau, même si elle se révèle un peu plus chaude pour certaines centrales nucléaires. Toujours en France métropolitaine, le volume total d'eau consommé -qui correspond à la part de l'eau prélevée mais non restituée aux milieux aquatiques est estimée à 4,1 milliards de m³ en moyenne, sur les années 2010-2019. Quant aux centrales à tours aéro-réfrigérantes, leur panache blanc de vapeur envierait dans les cieux jusqu'à 22% de la précieuse eau.

Ecrit par le 24 novembre 2024

La bassine est-elle pleine ?

Quant aux bassines ? La construction de réserves, de retenues d'eau pour irriguer les cultures n'est pas nouvelle. Elle date des années 1990. Le principe ? Construire des ouvrages artificiels, en plaine, destinés à stocker de l'eau prélevée en hiver de novembre à mars - puisée dans les cours d'eau ou dans la nappe phréatique- pour irriguer les cultures en période de sécheresse.

Ce que craignent les opposants ?

Un accaparement de l'eau des nappes phréatiques au bénéfice d'un modèle agro-industriel dévastateur de productions par ailleurs gourmandes en eau comme le maïs destiné à l'élevage industriel, au détriment de solutions locales et paysannes. Mais surtout, les opposants craignent l'iniquité entre les agriculteurs irrigants et les autres. Car Environ 20% des exploitations agricoles sont équipées d'un système d'irrigation et 5% de la surface agricole utile (SAU), soit 1,5 million d'hectares, est irriguée.

La reforestation

Pour les opposants, la recharge naturelle des nappes phréatiques passe par la reforestation, le développement des prairies avec la plantation de haies, qui alimentent les eaux de surface et les nappes en eau de qualité. Au Chili, qui utilise les mega-bassines depuis 1985 pour préserver son modèle économique d'exportation d'avocat, raisin, noix, l'eau est destinée à 73% à l'agriculture et particulièrement aux grands agriculteurs exportateurs au détriment des petits éleveurs de bétail et paysans qui ont dû abandonner leur territoire et, en cela, les réservoirs ont renforcé cette dépossession. Les terres alentours des retenues d'eau de la province de Petorca au Chili sont devenues désertiques où seuls survivent les cactus, alors que le paysage méditerranéen de garrigue provençale, encore présent il y a 15 ans, a désormais totalement disparu.

Ecrit par le 24 novembre 2024



La reforestation

En France

Actuellement, la France accueille 130 bassines. Celles de Sainte-Soline, dans les Deux Sèvres, devraient être au nombre de 16 pour contenir près de 6 millions de m³ dévolus -soit l'équivalent de 1 500 piscines olympiques- aux cultures des agriculteurs. Beaucoup d'entre-elles ont vu le jour en Poitou-Charentes et d'autres dans les Alpes pour la fabrication de la neige artificielle. Les craintes ? La captation de l'eau l'été pour les champs perturberait la remise à niveau des nappes phréatiques, l'irrigation en eau des cultures des petits paysans et assècherait les forages, particulièrement en été. Les hydrologues attirent même l'attention de tous, sur le fait que l'installation de bassines est directement corrélé aux restrictions d'eau demandées par les préfets, de plus en plus tôt dans l'année.

Mais comment la planète bleue peut-elle manquer d'eau ?

Si notre planète est recouverte à 70% d'eau moins de 2% seraient accessibles.

Quelle ressource en eau douce ?

La ressource en eau douce, en France métropolitaine, en provenance de cours d'eau, de lacs et dans les nappes phréatiques, est de 210 milliards de m³ qui se renouvellent chaque année tandis que le prélèvement est de 31 milliards de m³. Egalement, le volume total d'eau consommé qui correspond à la part prélevée mais non restituée aux milieux aquatiques est estimée à 4,1 milliards de m³ en moyenne

Écrit par le 24 novembre 2024

sur les années 2010-2019 suivant le même organisme statistique ([SDES](#)).

Le coût supplémentaire de l'eau ?

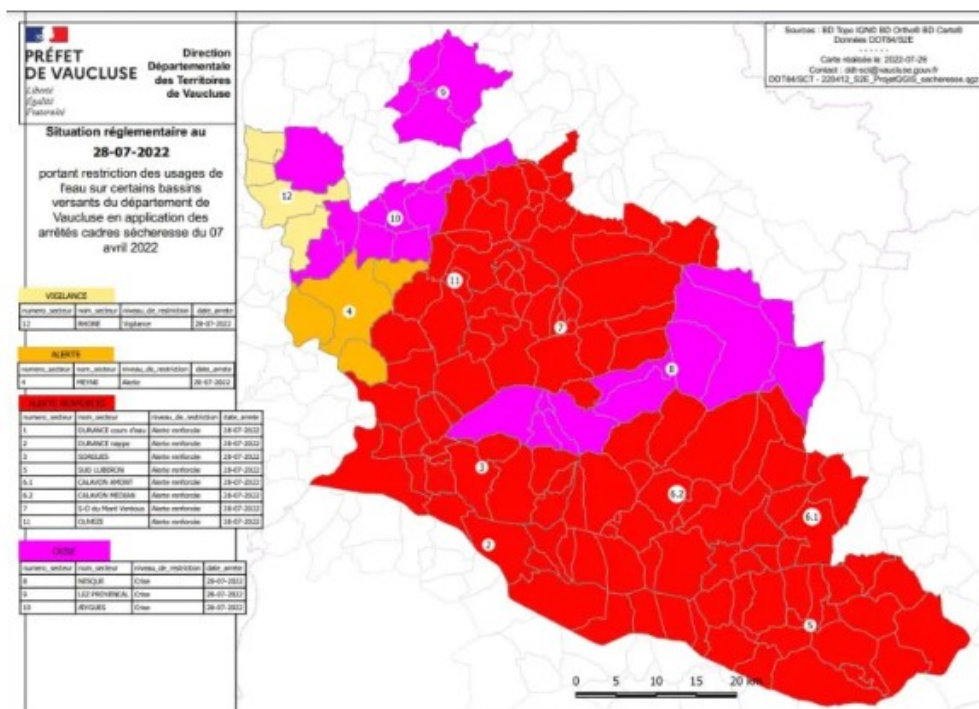
Trois paramètres interviennent dans le prix de l'eau : son extraction, son transport et son traitement. Et puis, il y a aussi des écueils auprès des opérateurs comme ceux qui ne délivrent pas de relevé précis de l'eau mais une estimation de la consommation, même si certains, comme au Grand Avignon, missionnent désormais La Poste pour en faire le relevé. A bien y regarder encore, même en mettant les embouts recommandés aux robinets pour économiser l'eau, à la sortie et même s'il nous semble avoir économisé l'eau, la facture ne baisse pas. C'est donc bien que le montant de la facture augmente. Autre indice de taille, désormais depuis bien deux ans, les mairies sont de plus en plus nombreuses à interdire la construction de piscines chez le particulier.

Comment quantifier notre consommation ?

En moyenne, en France, chaque personne utilise environ 143 litres d'eau par jour. 15% de la consommation d'eau domestique passe par la cuisine et le débit du robinet est de 12 litres d'eau par minute. Le lave-vaisselle économise 85% d'eau par rapport à une vaisselle faite à la main, à condition de ne pas passer la vaisselle au préalable sous le robinet.

Écrit par le 24 novembre 2024

Situation règlementaire au 28.07.22



Carte du 28 juillet 2022, En jaune pale vigilance, en jaune soutenu alerte, en rouge alerte renforcée et en fuchsia état de crise

Prix de l'eau potable et de l'assainissement collectif

Le prix moyen (en euros TTC) du service de l'eau et de l'assainissement collectif (abonnement inclus) – s'élève au 1er janvier 20214 à 4,3 €/m³ (2,11 €/m³ pour part de l'eau potable et 2,19 €/m³ pour la part de l'assainissement collectif), pour une consommation annuelle de référence de 120 m³. Ce prix moyen global recouvre une forte variabilité : 80 % de la population bénéficie d'un prix de l'eau potable compris entre 1,6 €/m³ et 2,72 €/m³ et d'un prix de l'assainissement collectif compris entre 1,37 €/m³ et 3,05 €/m³.

Lire sa facture

En moyenne, la part fixe (ou abonnement) représente 17 % de la facture d'eau potable et 9 % de la facture d'assainissement collectif. La facture moyenne mensuelle TTC pour l'abonné est de 43€/mois, dont 21,10€ pour l'eau potable et 21,90€ pour l'assainissement collectif. Concernant l'origine de l'eau à destination de la consommation humaine, la part des eaux souterraines dans les prélèvements d'eau représente la plus haute part, s'établissant à 66 %.

Ecrit par le 24 novembre 2024

Source Office Français de la biodiversité.



De gauche à droite, Laurent Roy directeur-général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse ; Marie-Pierre Pons Présidente ETB Orb Libron (34) ; Bernard Angelras président de l'Institut français de la vigne et du vin ; Patrick Levêque président de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône ; Bénédicte Martin vice-présidente en charge de l'agriculture, viticulture, ruralité et terroir de la Région Paca et Christophe Cottereau Référent Climat Fédération nationale d'agriculture biologique.

En mars, dernier l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

avec, en tête, son directeur général, Laurent Roy, a invité, à Avignon, plus de 200 acteurs issus des Collectivités territoriales, de l'agriculture, des associations, à échanger autour de l'eau et de l'agriculture.

Et si on parlait Agriculture ?

Thèmes abordés : Une agriculture plus sobre en eau et moins polluante dans un contexte de changement

Ecrit par le 24 novembre 2024

climatique ; la préservation des milieux aquatiques, de la biodiversité et la souveraineté alimentaire. Côté finances ? C'est que l'Agence de l'eau Rhône, Méditerranée Corse est un partenaire de choix apportant, entre 2019 et 2022, 237M€ d'aides aux agriculteurs.



Laurent Roy, Directeur-général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse

Le mot de Laurent Roy

Pour le directeur-général de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse, le monde agricole doit accélérer sa mue pour une agriculture plus sobre en eau et moins polluante garantissant la souveraineté alimentaire du pays. Les solutions sont déjà mises en œuvre avec le maintien de l'eau dans le sol, le pilotage des systèmes d'irrigation, le choix de variétés plus résistantes et des cultures économes en eau. Et même la réutilisation des eaux usées pour l'agriculture, comme cela se fait déjà sur le territoire, tout comme le lavage des rues.

Soyons précis



Ecrit par le 24 novembre 2024

A l'échelle du bassin Rhône-Méditerranée, les volumes d'eau les plus importants sont utilisés pour l'irrigation agricole avec 49% de prélèvements dans le milieu naturel, suivis par ceux destinés à l'eau potable, puis aux activités industrielles. En région Provence-Alpes-Côte d'Azur et partie languedocienne de l'Occitanie, ce chiffre grimpe à 71% pour l'usage agricole. Il est donc nécessaire de produire avec moins d'eau.

Moins d'intrants

Autre problématique ? La directive européenne sur l'eau potable fixe de nouvelles règles pour la santé humaine notamment face aux risques de contamination par les eaux. Or, actuellement, 46% des rivières du sud du bassin sont encore polluées par les pesticides alors que l'échéance du retour au bon état des eaux est fixé à 2027, soit dans 4 ans.

Appel à manifestation d'intérêt d'1,5M€ et de 10M€

Dans ce cadre, l'agence de l'eau a lancé un appel à manifestation d'intérêt de 1,5M€ pour soutenir l'émergence de filières à bas niveau d'intrants et sobres en eau. L'agence va également plus loin avec un nouvel appel à manifestation d'intérêt 'Eau et climat, agir plus vite, plus fort sur les territoires doté d'une enveloppe de 10M€ qui peut apporter jusqu'à 70% d'aides aux projets innovants d'adaptation au changement climatique.

Ecrit par le 24 novembre 2024



Plus de 200 personnes sont venues à Avignon, à l'invitation de l'Agence de l'eau de Rhône Méditerranée Corse

Influenza aviaire à Montoux, levée de zone de contrôle temporaire en Vaucluse

Ecrit par le 24 novembre 2024



«Fin décembre, un foyer d'influenza aviaire H5N1 a été confirmé dans un élevage de poules à Monteux, indique la Préfecture de Vaucluse. Le caractère hautement pathogène du virus a rendu obligatoire l'élimination des volailles de l'exploitation et l'interdiction des mouvements d'oiseaux sur une zone de 10 km de rayon autour de l'exploitation.»

«Ces mesures essentielles ont empêché la propagation du virus, reprend le bureau de la communication interministériel. Il a ainsi été décidé, 60 jours après la mise en place de ces mesures et considérant l'absence d'une nouvelle occurrence du virus, de libérer tous les mouvements d'oiseaux sur la zone par un arrêté préfectoral de levée de zone.»

Drôme, Ardèche, Isère

«Il est rappelé que le risque épidémiologique lié à la faune sauvage est toujours considéré comme élevé en France. Des cas de mouettes positives au virus H5N1 ont été relevés dans la Drôme, l'Ardèche et l'Isère ces deux dernières semaines. Ils montrent l'implantation du virus sur la faune sauvage locale.»

Eviter les contacts avec les oiseaux sauvages en bordure du Rhône et de la Durance

«Il est donc important que les éleveurs et les propriétaires de basse-cours restent vigilants et mettent tout en œuvre pour éviter le contact de leurs oiseaux avec des oiseaux de faune sauvage, particulièrement dans les communes limitrophes des rivières du Rhône et de la Durance.»

Signaler la mortalité anormale

«Toute mortalité anormale doit impérativement être signalée à un vétérinaire pour expertise afin d'éviter toute éventuelle contagion locale. Le risque de transmission du virus à l'homme est considéré comme faible. Cependant, il est fortement déconseillé pour des personnes ayant un syndrome grippal d'entrer en contact avec des volailles. Cependant, la consommation de viande, de foie gras et d'œufs - et plus généralement de tout produit alimentaire à base de volaille - ne présente aucun risque pour l'homme. » rappelle le bureau de représentation de l'Etat.

Ecrit par le 24 novembre 2024

MH

Département et préfecture : des vœux inédits en Vaucluse



Pour cette nouvelle année, le Conseil général de Vaucluse et la préfecture avaient décidé de mutualiser leurs vœux par soucis d'économie notamment. Une volonté affichée de montrer également la dynamique commune qui peut aussi exister entre les services de l'Etat et les collectivités locales. Le tout avec le président de la Région Sud en invité surprise et un leitmotiv : l'amour, l'amour, toujours l'amour...

Ecrit par le 24 novembre 2024

« C'est un plaisir décuplé de faire ces vœux avec le Conseil départemental », s'est réjouie Violaine Démaret, nouvelle préfète de Vaucluse à l'occasion des vœux communs du Département et des services de l'Etat qui viennent de se dérouler à la salle des fêtes de l'Isle-sur-la-Sorgue.

« Cependant, si c'est la première fois que cela se déroule ainsi en Vaucluse, ce n'est pas inédit dans la région où cela s'est déjà pratiqué dans d'autres départements », a tenu à rappeler [la représentante de l'Etat qui a pris officiellement ses fonctions en août dernier](#).

« Un année 2023 placée sous le sceau de coproduction. »

Violaine Démaret, préfète de Vaucluse

Sous les yeux de Christophe Mirmand, préfet de région, invité surprise, en compagnie de Renaud Muselier, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de cette cérémonie, Violaine Démaret a souhaité « que cette année 2023, à l'image de ces vœux, soit placée sous le sceau de la coproduction. »

Et devant les nombreuses difficultés liées à la conjoncture actuelle, la préfète de Vaucluse a exhorté « les élus et les responsables locaux à relever tous ces défis afin répondre à ces problématiques. »

« L'Etat répondra d'ailleurs présent également », a-t-elle tenue à insister en rappelant que ses services seraient particulièrement actifs dans les domaines du renforcement de la sécurité, du déploiement des dispositifs d'aides, de l'aménagement du territoire tout en le préservant, du renforcement de la citoyenneté ainsi que dans la prise en compte de l'urgence climatique et environnementale. »

Ecrit par le 24 novembre 2024



Violaine Démaret, préfète de Vaucluse (au centre), Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse (à gauche de la représentante de l'Etat sur la photo) et Renaud Muselier, président de la Région Sud (à droite).

Rationalisation des dépenses publiques

« Avec madame la préfète de Vaucluse, nous avons eu la volonté commune, d'organiser ensemble cette cérémonie de vœux, en cassant quelque peu les codes du monologue de début d'année, confirme Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse. Avec elle nous avons aussi voulu nous adresser à vous conjointement dans un souci partagé de rationalisation des dépenses publiques bien sûr, mais aussi parce que nous sommes toutes deux animées par le désir de travailler en collaboration et en complémentarité, Département et services de l'Etat, en Vaucluse. Comme nous le faisons pareillement avec la Région. Compte tenu des difficultés que nous traversons collectivement, compte tenu des crises qui se succèdent, il est essentiel que les pouvoirs publics additionnent leurs forces localement pour apporter des solutions à nos concitoyens. »

La présidente de l'institution départementale a ensuite égrené les projets majeurs à venir du Département :

« En 2023, jamais le Département de Vaucluse n'aura aussi autant investi, poursuit Dominique Santoni : 133M€ d'investissements au total pour lancer des chantiers de grande envergure comme Memento, le

Écrit par le 24 novembre 2024

pôle des archives et du patrimoine en Vaucluse, la future Maison des Personnes Handicapées à Avignon, ou bien encore pour démarrer la déviation d'Orange, très attendue et depuis longtemps, ainsi que l'aménagement visant à désengorger le carrefour de Bompas. Cette année, 5,35M€ seront également consacrés aux infrastructures vélo. Cet effort permettra de finaliser les itinéraires de la Via Rhôna (par la réalisation de la liaison entre Sorgues et La Barthelasse) et de la Via Venaissia entre Orange et Velleron.

»

Découvrez les voeux du Département en vidéo.

Miser sur un Vaucluse durable qui ne soit pas punitif

« Avec la crise concomitante du coût de l'énergie, un Vaucluse durable n'est plus une option, c'est une obligation, insiste par ailleurs la présidente. Incontestablement, 2022 aura été l'année d'une prise de conscience collective sur le réchauffement climatique et ses conséquences. Et notamment sur la raréfaction de notre ressource en eau. Chacun voit bien désormais qu'on ne peut plus faire comme avant ni comme si, il ne se passait rien. Notre action pour la transition écologique se déploiera donc dans tous les domaines, avec des mesures pragmatiques et incitatives. L'écologie ce n'est pour moi ni une idéologie punitive, ni une morale culpabilisatrice. C'est une somme de solutions pratiques et concrètes pour faire mieux en abimant moins. »

Équipement systématique de photovoltaïque sur les toitures des collèges et des bâtiments du département chaque fois que cela pourra ce faire, plantation de 50 000 arbres, développement d'un réseau d'aires labelisées de covoiturage (objectif : 35 aires et près de 500 places fin 2023), 4M€ par an pour la mise en œuvre de sa stratégie d'irrigation agricole (notamment le projet HPR coté Rhône et celui, au Sud, avec la Durance), mise en place du plan santé et déploiement de la télémédecine, fusion entre Vallis habitat et Grand Delta habitat afin de disposer d'un outil local performant de construction et de gestion du logement social, lancement d'une filière audiovisuel et cinéma, montée en puissance de Vaucluse Ingénierie, une plateforme opérationnelle qui recueille d'ores et déjà l'adhésion de nombreux maires...

C'est après ces nombreuses annonces et avec la chanson 'l'Amour, l'amour, l'amour' de Mouloudji en fond sonore que Dominique Santoni a conclu qu'en ce « ce début d'année, je veux être confiante, optimiste et pleine d'espoir pour notre département. Je suis une élue locale, viscéralement attachée à la proximité et aux solutions concrètes de terrain. Loin de la politique partisane. »

Un des plus beaux départements de la Région Sud

Débordant d'amour lui aussi pour le Vaucluse, Renaud Muselier, président de la Région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est enthousiasmé en rappelant aux représentants des corps constitués que « vous vivez dans l'une des plus régions d'Europe et dans l'un des plus beaux départements de cette région ». Et d'enfoncer ensuite le clou en rappelant que le « Vaucluse est un département essentiel à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ».

L'occasion aussi pour le président de la Région Sud, participant surprise à cet événement, de préciser que durant son deuxième mandat la Région va déployer 2,3 milliards d'euros pour le Vaucluse (1,6 milliard d'euros de fonds régionaux et 700M€ de fonds européens).

Avec, par exemple, 21M€ pour les urgences d'Avignon et de Carpentras, 1,3M€ pour l'aide aux polices municipales et aux forces de l'ordre, 30M€ pour les aménagements hydraulique agricole Haute Provence

Écrit par le 24 novembre 2024

Rhodanienne pour le Nord Vaucluse, 7,5M€ pour l'échangeur de Bonpas, 18M€ pour le passage à 100% de la couverture THD (Très haut débit), 1M€ pour l'aménagement de la zone d'activités Europarc à Bollène, 8 M€ pour le tramway du Grand Avignon ou bien encore 2,8M€ pour les pistes cyclables entre Jonquières et Orange.

« Dès notre premier mandat, la Région a engagé 1 milliard d'euros pour le Vaucluse : 690 M€ de fonds régionaux et 310 M€ de fonds européens, poursuit Renaud Muselier. Depuis, la Région a multiplié ses engagements en Vaucluse avec des dossiers emblématiques comme à Sorgues, 300 000€ pour la société CARI, pour une usine de production, à Apt, les aménagements touristiques du Plan d'Eau pour 700 000€, pour la Plaine d'Avignon, 2M€ pour la modernisation du canal hydraulique, à Carpentras, 2M€ pour l'aménagement de l'Hôtel-Dieu, à l'Isle-sur-la-Sorgue, 1,1M€ pour la réhabilitation de l'îlot Tour d'Argent, à Vaison-la-Romaine, la création d'un dojo pour 200 000€... Partout dans le département, 12 maisons de santé construites dont une à Sorgues. »